



Le 19 mars, on réclame notre dû: La juste rémunération de notre travail et un autre partage des richesses.

Malgré le profond mécontentement qui s'exprime depuis plusieurs mois dans tout le pays, le gouvernement continue à dérouler sa feuille de route et à appliquer son programme de destruction sociale. Que ce soit sur l'éducation, les services publics, la santé ou encore notre système de retraite, les aides sociales, indemnisation des travailleurs sans emploi... tout va dans le même sens : réduire « la dépense publique ». En clair c'est réduire le financement de tous les services et droits qui nous sont utiles au quotidien. Le récent rapport de la cour des comptes préconisant de nouvelles mesures d'austérité est éloquent!

Toutes les exigences de justice sociale, portées par les mouvements sociaux et une très grande majorité de la population, sont balayées d'un revers de main. La seule réponse apportée par le gouvernement aux légitimes revendications sociales, c'est la carotte du « Grand débat National » et le bâton de la répression,

Par la lutte, imposons nos revendications !

La CGT ne veut pas en rester là. L'heure est à l'élargissement de la mobilisation, seul moyen de stopper le gouvernement et le MEDEF dans leur entreprise de casse de notre système social et la mise en place d'une société toujours plus inégalitaire et toujours plus injuste !

L'argent pour augmenter les salaires, pensions et minima sociaux existent. Cet argent serait plus utile pour augmenter les salaires, créer des emplois, payer au juste prix les nombreux sous-traitants, dégager des recettes fiscales pour créer des postes dans les hôpitaux, les écoles, les EHPAD... Les recettes fiscales supplémentaires prises sur le capital permettraient le développement de nos services publics, notamment dans les zones rurales.

LE 19 MARS, en grève et en manifestation pour exiger un autre partage des richesses et répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

**MANIFESTATION INTERSYNDICALE
CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES84, UNEF**

AVIGNON - 10H30 - RASSEMBLEMENT GARE CENTRE

Et pendant ce temps au patronat ... Tout va très bien merci ! L'ISF ne sera pas rétabli.

Les entreprises du CAC 40 ont amassé 93 milliards de profit en 2018 (un record), les actionnaires sont repus. L'évasion fiscale reste le sport à la mode. La pression sur les salaires et les conditions de travail des salariés un art de vivre ...

On n'entend pas beaucoup le MEDEF en ce moment, et pour cause! Le gouvernement va au-delà de ses désirs !

Peut être est-il temps de lui rappeler que **c'est le travail de millions de femmes et d'hommes qui crée les richesses, et que l'heure n'est plus à l'accumulation mais au partage !**

L'argent existe, il doit être reparti autrement ! Pour un modèle social et fiscal plus juste, La CGT fait des propositions :

- Une augmentation immédiate du SMIC à 1800€ bruts : le SMIC s'élève à 1498.47€ bruts pour 35 heures soit 1188€ net après déduction des cotisations. Il manque 300€ pour boucler les fins de mois et vivre dignement de son travail.
- L'ouverture de négociations salariales dans les branches, les entreprises et les administrations pour que les salaires augmentent, pour reconnaître les qualifications, les diplômes et l'expérience des travailleurs.
- Augmentation des retraites et pensions, abrogation de la CSG. Possibilité de départ à la retraite dès 60 ans.
- Réduction du temps de travail à 32 heures avec créations d'emplois.
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Il est insupportable que les femmes perçoivent encore 25 % de moins que les hommes. Cela générerait près de 35 milliards de recettes fiscales supplémentaires pour l'Etat (cotisations salariales et patronales, impôt sur le revenu, et TVA).
- Rendre le système fiscal plus juste : renforcer la place de l'impôt sur le revenu, notamment en augmentant les taux pour les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales. A l'inverse, réduire la TVA en baissant le taux normal de 20 à 15 %, et en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité.
- Taxer le capital et moins le travail pour réorienter les profits vers l'emploi et les salaires : les salaires stagnent mais les versements de dividendes explosent. En clair, les bénéfices des entreprises sont orientés vers les actionnaires plutôt que vers les salariés. (En 2018, les entreprises du CAC40 ont versés 57 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires !).
- Le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune. La suppression de l'ISF représente plus de 5 milliards d'euros redonnés aux plus riches qui alimentent une économie socialement inutile.
- Une indemnisation de tous les privés d'emploi, parce qu'on ne choisit pas d'être licencié.
- Un nouveau statut salarié : des droits attachés au salarié tout au long de sa carrière et garantis collectivement, opposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à une autre (emploi stable, formation continue, protection sociale...), de nouveaux droits qui sécurisent le salarié tout au long de sa vie.

Portons ensemble ces revendications le 19 mars